

Monsieur le Président, nous vous faisons une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps.

Nous venons de recevoir, pour nos collèges publics, nos « enveloppes de dotation horaire », et nos « blocs de moyens provisoires ». Derrière ce jargon administratif se cache une bien triste réalité. Des classes supprimées, des élèves entassés, des matières menacées...

Au moment même où l'on constate que nos voisins d'Europe du Nord sont « performants » en matière de résultats scolaires pour leur jeunesse, avec moins de 20 élèves par classe, au moment même où l'on se vante au Ministère de l'Education Nationale d'alléger les classes de CP et de CE1 pour un meilleur apprentissage des fondamentaux, on saborde les moyens attribués aux collèges publics en France. Le Ministère de l'Education Nationale sait « communiquer » sur les milliards d'Euros mis sur la table pour l'enseignement, mais curieusement oublie de dire que la part des dépenses de l'Education Nationale dans le PIB de notre pays ne cesse de baisser... Mais à quoi bon sortir des chiffres et des tableaux de statistiques pour agrémenter notre lettre, Monsieur le Président ? La réalité est là sous les yeux des citoyens et sous les vôtres ; les classes débordent, les banderoles de colère fleurissent sur les façades des écoles... Les « gens », vos concitoyens, ne sont pas aveugles. Le « mammoth » est dégraissé depuis longtemps. Il n'avait plus que la peau sur les os... Là, on finit de le dépecer.

Nous sommes de ces « Jojos » qui habitent dans cette République française qui nous fait la promesse depuis fort longtemps d'être indivisible, démocratique, laïque et sociale. Nous n'avons pas de gilet jaune sur le dos, mais un vieux cartable usé sous le bras lorsque nous prenons chaque matin la direction de notre collège rural pour dispenser des savoirs et des valeurs collectives aux enfants. Nous l'aimons bien notre collège, car nous y trouvons tout ce qui donne du sens à la vie : des rires, des pleurs, des joies, des drames, des convictions, de la passion, de la culture, des débats, de la philosophie, l'impression d'être utile aux autres... Comme vous l'avez lu plus haut, nous parlons encore d'« enfants » ou d'« élèves », et non d'« unités » ou d'« effectifs ». Oui, nous parlons ainsi car nous ne sommes pas des technocrates... Mais la flamme d'enseigner, que nous avons chevillée au corps jusque-là, s'étirole peu à peu, car nous sommes aussi usés que notre cartable...

Chaque année, nous constatons la baisse du niveau des enfants devant lesquels nous devons faire cours. Chaque année, nous constatons que plus de la moitié de nos élèves peinent à lire, à écrire, à compter, et à comprendre le monde qui les entoure. Chaque année, nous constatons l'effondrement du niveau culturel de ceux qui composeront d'ici peu la masse des citoyens de ce pays (mais sans doute cela vous sied-il finalement). Et chaque année nous nous disons que nous allons essayer de faire comme nous pouvons avec les moyens octroyés par l'Etat à l'éducation de la nation, ayant bien conscience que nous allons « faire le moins pire », et non pas que nous allons « faire mieux », car l'Etat nous abandonne...

Il y a belle lurette que nous ne nous posons plus de questions concernant nos salaires et nos conditions de travail. Nous n'avons pas le temps, nous parons quotidiennement au plus urgent. Et l'urgence que nous constatons chaque jour depuis que nous avons commencé à enseigner, c'est l'urgence sociale. Comment faire mieux avec moins ? Comment relever le niveau des élèves et lutter contre les inégalités scolaires avec si peu de moyens et quand on part de si bas ? Comment concilier la réalité de terrain avec l'application des valeurs républicaines pour lesquelles on a choisi de faire ce métier ? Comment croire encore en une République sociale lorsque le service public d'éducation est sacrifié ? Comment inculquer les valeurs républicaines à des enfants dont les parents, méprisés par une caste de technocrates, ont la tentation de se tourner vers les populismes ?

La situation est explosive. Vous le savez.

Parfois, nous essayons de nous glisser dans votre tête. Et nous nous faisons les avocats d'un diable cupide. Nous nous disons que les cols blancs, les technocrates du budget, les élus des hautes institutions de la République et les hauts fonctionnaires ont sans doute bien raison de faire tant d'économies sur la bête qu'est ce « mammoth » moribond. Après tout, pourquoi offrir à la nation un service gratuit d'éducation de qualité, au moment même où on peut faire de l'école un service marchand ? Les réformes qui se succèdent depuis plusieurs années déjà dans ce pays semblent aller dans ce sens, et finalement correspondent à ce que souhaitent des institutions comme l'OMC. Sans doute faites-vous partie de ces gens qui pensent que l'intelligence artificielle, internet, la libre entreprise permettront cette transition vers toujours moins de services publics, mais toujours plus de bénéfices pour quelques petits malins qui se feront un « pognon de dingue ». Ce même « pognon » que vous ne souhaitez pas investir pour l'éducation de la nation...

Parfois, nous nous faisons les avocats d'un diable cynique et nihiliste, qui vénère la reproduction sociale et ses règles simples et qui tue tout espoir de changement. Nous nous disons alors que cela ne vaut effectivement pas le coup d'investir dans l'éducation de la jeunesse, et qu'on peut entasser plus de 30 collégiens dans une salle (dont une bonne part est en échec à l'arrivée en 6^{ème}, car ne maîtrisant pas les fondamentaux), comme on entasse des poulets en batterie. Nous nous disons que le principal objectif de l'école n'est pas d'apprendre des choses ni d'inculquer un peu d'esprit critique à la jeunesse, mais bien de la laisser enfermée entre quatre murs jusqu'à ses 16 ans. « En même temps » le modèle économique que vous défendez étant celui d'une croissance exponentielle, pourquoi éduquer la masse à autre chose que consommer et avoir peur de tout ? Et puis, après tout, parmi ces fils de « Jojos » que nous avons en face de nous, bien peu seront des « premiers de cordée », bien peu feront partie de cette « start-up nation » que vous révèrez tant. Alors, effectivement, pourquoi donc investir pour l'avenir du pays ? A l'heure de la mondialisation, d'une croissance démographique galopante, et du sacrifice de millions d'emplois au nom de la « modernité » avec l'intelligence artificielle, à quoi bon ?

Voyez-vous, Monsieur le Président, même si les gens ne parlent pas votre novlangue et ne maîtrisent pas les fondamentaux du libéralisme économique, ils arrivent encore à lire trois petits mots sur les frontons de nos écoles, surtout celui du milieu. Ils se plaisent à penser que ces mots ont un sens, et cela les met vraiment en colère. Ils ont encore un peu de dignité et un peu d'exigences vis-à-vis de leur République, dans la mesure où ils y vivent et y payent des impôts...

Ces trois petits mots, vous-même devez bien les connaître, car vous êtes le premier des citoyens de ce pays. Mais, finalement, Monsieur le Président, en avez-vous saisi le sens ?

Les enseignants en colère des collèges publics de Vonnas,
Pont-de-Veyle, Pont-de-Vaux, Montrevel-en-Bresse
et Bourg-Thomas Riboud, réunis le 1^{er} février 2019
à Chaveyriat (Ain).